PLAN LOCAL D'URBANISME & DE L'HABITAT

# PLU-H

DECLINAISON COMMUNE

**MISE A JOUR N° 6**
**2023**

# POLEYMIEUX-AU-MONT-D'OR

## ANNEXE
## C.4.4.1 – Voies bruyantes



GRANDLYON la métropole

Agence d'Urbanisme aire métropolitaine Lyonnaise

# MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## Arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

NOR : *ENVP9650195A*

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'environnement, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au logement et le secrétaire d'Etat aux transports,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R. 111-4-1 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R. 111-1, R. 111-3-1, R. 123-19, R. 123-24, R. 311-10, R. 311-10-2, R. 410-13 ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles 3, 4 et 7 ;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières,

Arrêtent :

Art. 1er. – Cet arrêté a pour objet, en application des dispositions du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé :

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées ;
- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures ;
- de fixer les modalités de mesure des niveaux sonores de référence et les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles ;
- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article 7 du décret susvisé.

### TITRE Ier

### CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES PAR LE PRÉFET

Art. 2. – Les niveaux sonores de référence, qui permettent de classer les infrastructures de transports terrestres recensées et de déterminer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit, sont :

- pour la période diurne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 6 heures à 22 heures, noté $L_{Aeq}$ (6 heures-22 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée ;
- pour la période nocturne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 22 heures à 6 heures, noté $L_{Aeq}$ (22 heures-6 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « Cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de cinq mètres au-dessus du plan de roulement et :

- à deux mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les « rues en U » ;
- à une distance de l'infrastructure (*) de dix mètres, augmentés de 3 dB (A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

Art. 3. – Les niveaux sonores de référence visés à l'article précédent sont évalués :

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB (A), par calcul ou mesures sur site à partir d'hypothèses de trafic correspondant aux conditions de circulation moyennes représentatives de l'ensemble de l'année ;
- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB (A), par calcul à partir d'hypothèses de trafic correspondant à la situation à terme ;
- pour les infrastructures en projet, qui ont donné lieu à l'une des mesures prévues à l'article 1er du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995, par calcul à partir des hypothèses de trafic retenues dans les études d'impact ou les études préalables à l'une de ces mesures.

Les calculs sont réalisés conformément à la norme NF S 31-130, en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180°, un profil en travers au niveau du terrain naturel, un type d'écoulement fluide ou pulsé, et sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure. En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par files de circulation peuvent être utilisées.

Les mesures sont réalisées, le cas échéant, conformément aux normes Pr S 31-088 « Mesurage du bruit dû au trafic ferroviaire en vue de sa caractérisation » et NF S 31-130, annexe B, pour le bruit routier, aux points de référence, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. – Le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure sont définis en fonction des niveaux sonores de référence, dans le tableau suivant :

| NIVEAU sonore de référence $L_{Aeq}$ (6 h-22 h) en dB (A) | NIVEAU sonore de référence $L_{Aeq}$ (22 h-6h) en dB (A) | CATÉGORIE de l'infrastructure | LARGEUR MAXIMALE des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1) |
|---|---|---|---|
| L > 81 | L > 76 | 1 | d = 300 m |
| 76 < L ≤ 81 | 71 < L ≤ 76 | 2 | d = 250 m |
| 70 < L ≤ 76 | 65 < L ≤ 71 | 3 | d = 100 m |
| 65 < L ≤ 70 | 60 < L ≤ 65 | 4 | d = 30 m |
| 60 < L ≤ 65 | 55 < L ≤ 60 | 5 | d = 10 m |

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2 comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Si sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré.

Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne conduisent à classer une infrastructure ou un

tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

## TITRE II

## DÉTERMINATION DE L'ISOLEMENT ACOUSTIQUE MINIMAL DES BÂTIMENTS D'HABITATION CONTRE LES BRUITS DES TRANSPORTS TERRESTRES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE DU BÂTIMENT

Art. 5. – En application du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou plusieurs infrastructures de transports terrestres doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs.

Cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de la construction dans le site, et, le cas échéant, l'influence des conditions météorologiques locales. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 6. – Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines des logements contre les bruits extérieurs est déterminée de la façon suivante.

On distingue deux situations, celle où le bâtiment est construit dans une rue en U, celle où le bâtiment est construit en tissu ouvert.

A. – *Dans les rues en U*

Le tableau suivant donne la valeur de l'isolement minimal en fonction de la catégorie de l'infrastructure, pour les pièces directement exposées au bruit des transports terrestres :

| CATÉGORIE | ISOLEMENT MINIMAL $D_{nAT}$ |
|---|---|
| 1 | 45 dB (A) |
| 2 | 42 dB (A) |
| 3 | 38 dB (A) |
| 4 | 35 dB (A) |
| 5 | 30 dB (A) |

Ces valeurs sont diminuées, sans toutefois pouvoir être inférieures à 30 dB (A) :

- en effectuant un décalage d'une classe d'isolement pour les façades latérales ;
- en effectuant un décalage de deux classes d'isolement pour les façades arrière.

B. – *En tissu ouvert*

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur de l'isolement minimal des pièces en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

| distance (2) | | 0 | 10 | 15 | 20 | 25 | 30 | 40 | 50 | 65 | 80 | 100 | 125 | 160 | 200 | 250 | 300 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| catégorie | 1 | 45 | 45 | 44 | 43 | 42 | 41 | 40 | 39 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | |
| | 2 | 42 | 42 | 41 | 40 | 39 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | 31 | 30 | | |
| | 3 | 38 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | 31 | 30 | | | | | | |
| | 4 | 35 | 33 | 32 | 31 | 30 | | | | | | | | | | | |
| | 5 | 30 | | | | | | | | | | | | | | | |

Les valeurs du tableau tiennent compte de l'influence de conditions météorologiques standards.

Elles peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure, la présence d'obstacles tels qu'un écran ou un bâtiment entre l'infrastructure et la façade pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement, conformément aux indications du tableau suivant :

| SITUATION | DESCRIPTION | CORRECTION |
|---|---|---|
| Façade en vue directe. | Depuis la façade, on voit directement la totalité de l'infrastructure, sans obstacles qui la masquent. | Pas de correction |
| Façade protégée ou partiellement protégée par des bâtiments. | Il existe, entre la façade concernée et la source de bruit (l'infrastructure), des bâtiments qui masquent le bruit :<br>– en partie seulement (le bruit peut se propager par des trouées assez larges entre les bâtiments)<br>– en formant une protection presque complète, ne laissant que de rares trouées pour la propagation du bruit | <br><br>– 3 dB (A)<br><br>– 6 dB (A) |
| Portion de façade masquée (1) par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel. | La portion de façade est protégée par un écran de hauteur comprise entre 2 et 4 mètres :<br>– à une distance inférieure à 150 mètres<br>– à une distance supérieure à 150 mètres<br>La portion de façade est protégée par un écran de hauteur supérieure à 4 mètres :<br>– à une distance inférieure à 150 mètres<br>– à une distance supérieure à 150 mètres | <br><br>– 6 dB (A)<br>– 3 dB (A)<br><br><br>– 9 dB (A)<br>– 6 dB (A) |
| Façade en vue directe d'un bâtiment. | La façade bénéficie de la protection du bâtiment lui-même :<br>– façade latérale (2)<br>– façade arrière | <br>– 3 dB (A)<br>– 9 dB (A) |

(1) Une portion de façade est dite masquée par un écran lorsqu'on ne voit pas l'infrastructure depuis cette portion de façade.
(2) Dans le cas d'une façade latérale d'un bâtiment protégé par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel, on peut cumuler les corrections correspondantes.

La valeur obtenue après correction ne peut en aucun cas être inférieure à 30 dB (A).

Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes.

Si la plus élevée des valeurs d'isolement obtenues est supérieure de plus de 3 dB (A) aux autres, c'est cette valeur qui sera prescrite pour la façade concernée. Dans le cas contraire, la valeur d'isolement prescrite est égale à la plus élevée des valeurs obtenues pour chaque infrastructure, augmentée de 3 dB (A).

Lorsqu'on se situe en tissu ouvert, l'application de la réglementation peut consister à respecter :

- soit la valeur d'isolement acoustique minimal directement issue du calcul précédent ;
- soit la classe d'isolement de 30, 35, 38, 42, ou 45 dB (A), en prenant, parmi ces valeurs, la limite immédiatement supérieure à la valeur calculée selon la méthode précédente.

Art. 7. – Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore en façade, en prenant en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de sa construction dans le site, ainsi que, le cas échéant, les conditions météorologiques locales, il évalue la propagation des sons entre l'infrastructure et le futur bâtiment :

- par calcul selon des méthodes répondant aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières ;
- à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S 31-085 pour les infrastructures routières et Pr S 31-088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour chaque infrastructure, routière ou ferroviaire, en se recalant sur les valeurs suivantes de niveau sonore au point de référence, définies en fonction de la catégorie de l'infrastructure :

| CATÉGORIE | NIVEAU SONORE au point de référence, en période diurne (en dB [A]) | NIVEAU SONORE au point de référence, en période nocturne (en dB [A]) |
|---|---|---|
| 1 | 83 | 78 |
| 2 | 79 | 74 |
| 3 | 73 | 68 |
| 4 | 68 | 63 |
| 5 | 63 | 58 |

L'application de la réglementation consiste alors à respecter la valeur d'isolement acoustique minimal déterminée à partir de cette évaluation, de telle sorte que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisines soit égal ou inférieur à 35 dB (A) en période diurne et 30 dB (A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne. Cette valeur d'isolement doit être égale ou supérieure à 30 dB (A).

Lorsqu'un bâtiment à construire est situé dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, on appliquera pour chaque local la règle définie à l'article précédent.

Art. 8. – Les valeurs d'isolement obtenues par application des articles 6 et 7 s'entendent pour des pièces et locaux ayant une durée de réverbération de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Le bâtiment est considéré comme conforme aux exigences minimales requises en matière d'isolation acoustique contre les bruits extérieurs lorsque le résultat de mesure de l'isolement acoustique normalisé atteint au moins la limite obtenue selon l'article 6 ou l'article 7, dans les conditions définies par les arrêtés du 28 octobre 1994 susvisés.

La mesure de l'isolement acoustique de façade est effectuée suivant la norme NF S 31-057 « vérification de la qualité acoustique des bâtiments », dans les locaux normalement meublés, les portes et fenêtres étant fermées.

Toutefois, lorsque cet isolement a été déterminé selon la méthode définie à l'article 7, il est nécessaire de vérifier aussi la validité de l'estimation du niveau sonore en façade réalisée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas, la vérification de la qualité acoustique des bâtiments porte également sur l'évaluation du niveau sonore à deux mètres en avant des façades des locaux, par calcul selon la convention définie à l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 susvisé, ou bien par mesure selon les normes en vigueur.

Art. 9. – Les exigences de pureté de l'air et de confort thermique en saison chaude doivent pouvoir être assurées tout en conservant pour les logements l'isolement acoustique requis par le présent arrêté, donc en maintenant fermées les fenêtres exposées au bruit dans les pièces suivantes :

- dans toutes les pièces principales et la cuisine lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 40 dB (A) ;
- dans toutes les pièces principales lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 35 dB (A) ;
- uniquement dans les chambres lorsque l'isolement prévu est compris entre 30 et 35 dB (A).

La satisfaction de l'exigence de pureté de l'air consiste à respecter l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements, les fenêtres mentionnées ci-dessus restant closes.

La satisfaction de l'exigence de confort thermique en saison chaude est ainsi définie : la construction et l'équipement sont tels que l'occupant peut maintenir la température des pièces principales et cuisines à une valeur au plus égale à 27 °C, du moins pour tous les jours où la température extérieure moyenne n'excède pas la valeur donnée dans l'annexe au présent arrêté. La température d'une pièce est la température de l'air au centre de la pièce à 1,50 mètre au-dessus du sol.

## TITRE III

## DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 10. – Les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur sont abrogées.

Les dispositions prévues à l'article 3 et à l'annexe I de l'arrêté du 6 octobre 1978 précité continuent à s'appliquer jusqu'à la date d'entrée en vigueur des mesures prises en application de l'article 5 du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé.

Art. 11. – Le directeur des routes, le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur général des collectivités locales, le directeur de l'habitat et de la construction, le directeur des transports terrestres et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1996.

*Le ministre de l'environnement,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la prévention des pollutions et des risques, délégué aux risques majeurs,*
G. DEFRANCE

*Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des routes,*
C. LEYRIT

*Le ministre du travail et des affaires sociales,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général de la santé,*
J.-F. GIRARD

*Le ministre de l'intérieur,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques,*
J.-P. FAUGÈRE

*Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général des collectivités locales,*
M. THÉNAULT

*Le ministre délégué au logement,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de l'habitat et de la construction,*
P.-R. LEMAS

*Le secrétaire d'Etat aux transports,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
*Le directeur des transports terrestres,*
H. DU MESNIL

(*) Cette distance est mesurée :
- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

## ANNEXE

La valeur de la température moyenne quotidienne extérieure visée à l'article 9 est de 20 °C, 22 °C, 24 °C et 26 °C, respectivement pour chacune des zones climatiques E 1, E 2, E 3 et E 4 définies dans le tableau ci-dessous :

| DÉPARTEMENTS | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| Ain | Bellegarde-sur-Valserine | E 2 |
| | Brénod | E 2 |
| | Collonges | E 2 |
| | Ferney-Voltaire | E 2 |
| | Gex | E 2 |
| | Hauteville-Lompnès | E 2 |
| | Izernore | E 2 |
| | Nantua | E 2 |
| | Oyonnax (Nord et Sud) | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Aisne | Tous cantons | E 2 |
| Allier | Commentry | E 2 |
| | Huriel | E 2 |
| | Lapalisse | E 2 |
| | Marcillat-en-Combraille | E 2 |
| | Le Mayet-de-Montagne | E 2 |
| | Montluçon (tous cantons) | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Alpes-de-Haute-Provence | Allos-Colmars | E 1 |
| | Barcelonnette | E 1 |
| | Le Lauzet | E 1 |
| | Seyne-les-Alpes | E 1 |
| | Annot | E 2 |
| | Barrême | E 2 |
| | Digne (tous cantons) | E 2 |
| | Entrevaux | E 2 |
| | La Javie | E 2 |
| | Saint-André-des-Alpes | E 2 |
| | Sisteron | E 2 |
| | Turriers | E 2 |
| | Volonne | E 2 |
| | Banon | E 3 |
| | Castellane | E 3 |
| | Forcalquier | E 3 |
| | Les Mées | E 3 |
| | Mezel | E 3 |
| | Moustiers-Sainte-Marie | E 3 |
| | Noyers-sur-Jabron | E 3 |
| | Peyruis | E 3 |
| | Reillanne | E 3 |
| | Riez | E 3 |
| | Saint-Etienne-les-Orgues | E 3 |
| | Manosque (tous cantons) | E 4 |
| | Valensole | E 4 |
| Alpes (Hautes) | Aiguilles-en-Queyras | E 1 |
| | L'Argentière-la-Bessée | E 1 |
| | Briançon | E 1 |
| | La Grave | E 1 |
| | Guillestre | E 1 |
| | Le Monetier-les-Bains | E 1 |
| | Orcières | E 1 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Alpes-Maritimes | Saint-Etienne-de-Tinée | E 1 |
| | Guillaumes | E 2 |
| | Puget-Theniers | E 2 |
| | Saint-Martin-Vésubie | E 2 |
| | Saint-Sauveur-sur-Tinée | E 2 |
| | Coursegoules | E 3 |
| | Lantosque | E 3 |
| | Roquebillière | E 3 |
| | Roquesteron | E 3 |
| | Saint-Auban | E 3 |
| | Tende | E 3 |
| | Villars-sur-Var | E 3 |
| | Autres cantons | E 4 |
| Ardèche | Coucouron | E 1 |
| | Saint-Agrève | E 1 |
| | Saint-Etienne-de-Lugdarès | E 1 |
| | Annonay | E 2 |
| | Antraigues | E 2 |
| | Burzet | E 2 |
| | Lamastre | E 2 |
| | Montpezat-sous-Bauzon | E 2 |
| | Le Cheylard | E 2 |
| | Saint-Pierreville | E 2 |
| | Saint-Félicien | E 2 |
| | Satillieu | E 2 |
| | Thueyts | E 2 |
| | Valgorge | E 2 |
| | Vernoux | E 2 |
| | Aubenas | E 3 |
| | Chomérac | E 3 |
| | Joyeuse | E 3 |
| | Largentière | E 3 |
| | Privas | E 3 |
| | Saint-Péray | E 3 |
| | Serrières | E 3 |
| | Tournon-sur-Rhône | E 3 |
| | Vallon-Pont-d'Arc | E 3 |
| | Vals-les-Bains | E 3 |
| | Les Vans | E 3 |
| | La Voulte | E 3 |
| | Villeneuve-de-Berg | E 3 |
| | Bourg-Saint-Andréol | E 4 |
| | Rochemaure | E 4 |
| | Viviers-sur-Rhône | E 4 |
| Ardennes | Tous cantons | E 2 |
| Ariège | Ax-les-Thermes | E 2 |
| | Les Cabannes | E 2 |
| | Castillon | E 2 |
| | Massat | E 2 |
| | Oust | E 2 |
| | Quérigut | E 2 |
| | Tarascon-sur-Ariège | E 2 |
| | Vicdessos | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Aube | Tous cantons | E 2 |
| Aude | Alaigne | E 3 |
| | Alzonne | E 3 |
| | Axat | E 3 |
| | Belcaire | E 3 |
| | Belpech | E 3 |
| | Castelnaudary (tous cantons) | E 3 |
| | Chalabre | E 3 |
| | Couiza | E 3 |
| | Fanjeaux | E 3 |
| | Limoux | E 3 |
| | Mas-Cabardès | E 3 |
| | Quillan | E 3 |
| | Saissac | E 3 |
| | Salles-sur-l'Hers | E 3 |
| | Autres cantons | E 4 |
| Aveyron | Bozouls | E 2 |
| | Campagnac | E 2 |
| | Cassagne-Bégonhès | E 2 |
| | Entraygues | E 2 |
| | Espalion | E 2 |
| | Estaing | E 2 |
| | Laguiole | E 2 |
| | Laissac | E 2 |
| | Mur-de-Barrez | E 2 |
| | Pont-de-Salars | E 2 |
| | Saint-Amans-des-Cots | E 2 |
| | Saint-Chély-d'Aubrac | E 2 |
| | Saint-Géniez-d'Olt | E 2 |
| | Sainte-Geneviève-sur-Argence | E 2 |
| | Salles-Curan | E 2 |
| | Séverac-le-Château | E 2 |
| | Vézins-de-Lévézou | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Bouches-du-Rhône | Tous cantons | E 4 |
| Calvados | Tous cantons | E 1 |
| Cantal | Allanche | E 1 |
| | Condat-en-Feniers | E 1 |
| | Massiac | E 1 |

| DÉPARTEMENTS | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| | Murat | E 1 |
| | Ruynes | E 1 |
| | Maurs | E 3 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Charente | Tous cantons | E 3 |
| Charente-Maritime | Aigrefeuille-d'Aunis | E 2 |
| | Ars-en-Ré | E 2 |
| | Le Château-d'Oléron | E 2 |
| | Courçon | E 2 |
| | La Jarrie | E 2 |
| | Loulay | E 2 |
| | Marans | E 2 |
| | Rochefort (tous cantons) | E 2 |
| | Saint-Pierre-d'Oléron | E 2 |
| | Saint-Pierre-de-Ré | E 2 |
| | Surgères | E 2 |
| | Tonnay-Boutonne | E 2 |
| | Tonnay-Charente | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Cher | Tous cantons | E 3 |
| Corrèze | Ayen | E 3 |
| | Beaulieu-sur-Dordogne | E 3 |
| | Beynat | E 3 |
| | Brive (tous cantons) | E 3 |
| | Donzenac | E 3 |
| | Juillac | E 3 |
| | Larche | E 3 |
| | Meyssac | E 3 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Corse-du-Sud | Tous cantons | E 4 |
| Corse (Haute-) | Tous cantons | E 4 |
| Côte-d'Or | Tous cantons | E 3 |
| Côtes-d'Armor | Tous cantons | E 1 |
| Creuse | Tous cantons | E 2 |
| Dordogne | Tous cantons | E 2 |
| Doubs | Tous cantons | E 2 |
| Drôme | La Chapelle-en-Vercors | E 2 |
| | Châtillon-en-Diois | E 2 |
| | Luc-en-Diois | E 2 |
| | Grignan | E 4 |
| | Loriol | E 4 |
| | Marsanne | E 4 |
| | Montélimar (1er et 2e) | E 4 |
| | Pierrelatte | E 4 |
| | Saint-Paul-Trois-Châteaux | E 4 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Eure | Les Andelys | E 2 |
| | Breteuil-sur-Iton | E 2 |
| | Conches-en-Ouche | E 2 |
| | Damville | E 2 |
| | Ecos | E 2 |
| | Etrépagny | E 2 |
| | Evreux (tous cantons) | E 2 |
| | Gaillon-Campagne | E 2 |
| | Gisors | E 2 |
| | Nonancourt | E 2 |
| | Pacy-sur-Eure | E 2 |
| | Rugles | E 2 |
| | Saint-André-de-l'Eure | E 2 |
| | Verneuil-sur-Avre | E 2 |
| | Vernon (tous cantons) | E 2 |
| | Autres cantons | E 1 |
| Eure-et-Loir | Tous cantons | E 2 |
| Finistère | Tous cantons | E 1 |
| Gard | Alzon | E 2 |
| | Saint-André-de-Valborgne | E 2 |
| | Trèves | E 2 |
| | Valleraugue | E 2 |
| | Le Vigan | E 2 |
| | Alès (tous cantons) | E 3 |
| | Anduze | E 3 |
| | Barjac | E 3 |
| | Bessèges | E 3 |
| | Génolhac | E 3 |
| | La Grand-Combe | E 3 |
| | Lasalle | E 3 |
| | Lédignan | E 3 |
| | Quissac | E 3 |
| | Saint-Ambroix | E 3 |
| | Saint-Hippolyte-du-Fort | E 3 |
| | Saint-Jean-du-Gard | E 3 |
| | Sauve | E 3 |
| | Sumène | E 3 |
| | Vézénobres | E 3 |
| | Autres cantons | E 4 |
| Garonne (Haute-) | Aspet | E 2 |
| | Bagnères-de-Luchon | E 2 |
| | Barbazan | E 2 |
| | Saint-Béat | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Gers | Tous cantons | E 3 |
| Gironde | Tous cantons | E 3 |
| Hérault | Aniane | E 3 |
| | Bédarieux | E 3 |
| | Le Caylar | E 3 |
| | Claret | E 3 |
| | Clermont-l'Hérault | E 3 |
| | Ganges | E 3 |
| | Lodève | E 3 |
| | Lunas | E 3 |
| | Les Matelles | E 3 |
| | Olargues | E 3 |
| | Saint-Gervais-sur-Mare | E 3 |
| | Saint-Martin-de-Londres | E 3 |
| | Saint-Pons-de-Thonnières | E 3 |
| | Le Salvetat-sur-Agout | E 3 |
| | Autres cantons | E 4 |
| Ille-et-Vilaine | Antrain-sur-Caresnon | E 1 |
| | Becherel | E 1 |
| | Cancale | E 1 |
| | Châteauneuf-d'Ille-et-Vilaine | E 1 |
| | Combourg | E 1 |
| | Dinard | E 1 |
| | Dol-de-Bretagne | E 1 |
| | Hédé | E 1 |
| | Louvigné-du-Désert | E 1 |
| | Montauban-de-Bretagne | E 1 |
| | Montfort-sur-Meu | E 1 |
| | Pleine-Fougères | E 1 |
| | Plélan-le-Grand | E 1 |
| | Saint-Auban-d'Aubigné | E 1 |
| | Saint-Brice-en-Coglès | E 1 |
| | Saint-Malo (tous cantons) | E 1 |
| | Saint-Méen-le-Grand | E 1 |
| | Tinténiac | E 1 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Indre | Tous cantons | E 3 |
| Indre-et-Loire | Azay-le-Rideau | E 2 |
| | Bourgueil | E 2 |
| | Château-la-Vallière | E 2 |
| | Chinon | E 2 |
| | L'Ile-Bouchard | E 2 |
| | Langeais | E 2 |
| | Neuvy-le-Roi | E 2 |
| | Richelieu | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Isère | Allevard | E 2 |
| | Bourg-d'Oisans | E 2 |
| | Clelles-en-Trèves | E 2 |
| | Corps | E 2 |
| | Domène | E 2 |
| | Mens | E 2 |
| | Monestier-de-Clermont | E 2 |
| | La Mure | E 2 |
| | Valbonnais | E 2 |
| | Vif | E 2 |
| | Villard-de-Lans | E 2 |
| | Vizille | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Jura | Tous cantons | E 2 |
| Landes | Tous cantons | E 3 |
| Loir-et-Cher | Droue | E 2 |
| | Marchenoir | E 2 |

| DÉPARTEMENTS | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| | Mondoubleau | E 2 |
| | Montoire-sur-le-Loir | E 2 |
| | Morée | E 2 |
| | Ouzouer-le-Marché | E 2 |
| | Saint-Armand-Longpré | E 2 |
| | Savigny-sur-Braye | E 2 |
| | Selommes | E 2 |
| | Vendôme 1 et 2 | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Loire | Charlieu | E 3 |
| | La Pacaudière | E 3 |
| | Pélussin | E 3 |
| | Perreux | E 3 |
| | Rive-de-Gier | E 3 |
| | Roanne (tous cantons) | E 3 |
| | Saint-Haon-le-Châtel | E 3 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Loire (Haute-) | Allègre | E 1 |
| | Cayres | E 1 |
| | La Chaise-Dieu | E 1 |
| | Fay-sur-Lignon | E 1 |
| | Loudes | E 1 |
| | Le Monastier-sur-Gazeille | E 1 |
| | Pinols | E 1 |
| | Pradelles | E 1 |
| | Saugues | E 1 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Loire-Atlantique | Tous cantons | E 2 |
| Loiret | Tous cantons | E 2 |
| Lot | Latronquière | E 2 |
| | Sousceyrac | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Lot-et-Garonne | Tous cantons | E 3 |
| Lozère | Aumont-Aubrac | E 3 |
| | Le Bleymard | E 1 |
| | Châteauneuf-de-Randon | E 1 |
| | Fournels | E 1 |
| | Grandieu | E 1 |
| | Langogne | E 1 |
| | Le Malzieu | E 1 |
| | Nasbinal | E 1 |
| | Saint-Alban-sur-Limagnole | E 1 |
| | Saint-Chély-d'Apcher | E 1 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Maine-et-Loire | Tous cantons | E 2 |
| Manche | Tous cantons | E 1 |
| Marne | Tous cantons | E 2 |
| Marne (Haute-) | Tous cantons | E 2 |
| Mayenne | Tous cantons | E 2 |
| Meurthe-et-Moselle | Tous cantons | E 2 |
| Meuse | Tous cantons | E 2 |
| Morbihan | Tous cantons | E 1 |
| Moselle | Tous cantons | E 2 |
| Nièvre | Château-Chinon | E 2 |
| | Luzy | E 2 |
| | Montsauche | E 2 |
| | Moulins-Engilbert | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Nord | Tous cantons | E 1 |
| Oise | Tous cantons | E 2 |
| Orne | Argentan (tous cantons) | E 1 |
| | Athis-de-l'Orne | E 1 |
| | Briouze | E 1 |
| | Domfront | E 1 |
| | Ecouché | E 1 |
| | Exmes | E 1 |
| | La Ferté-Fresnel | E 1 |
| | La Ferté-Macé | E 1 |
| | Flers (tous cantons) | E 1 |
| | Gacé | E 1 |
| | Juvigny-sous-Andaine | E 1 |
| | Le Merlerault | E 1 |
| | Messei | E 1 |
| | Mortrée | E 1 |
| | Passais-la-Conception | E 1 |
| | Putanges-Pont-Ecrepin | E 1 |
| | Tinchebray | E 1 |
| | Trun | E 1 |
| | Vimoutiers | E 1 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Pas-de-Calais | Tous cantons | E 1 |
| Puy-de-Dôme | Besse-et-Saint-Anastaise | E 1 |
| | La Tour-d'Auvergne | E 1 |
| | Saint-Germain-l'Herm | E 1 |
| | Aigueperse | E 3 |
| | Billom | E 3 |
| | Clermont-Ferrand (tous cantons) | E 3 |
| | Châteldon | E 3 |
| | Combronde | E 3 |
| | Ennezat | E 3 |
| | Issoire | E 3 |
| | Lezoux | E 3 |
| | Manzat | E 3 |
| | Maringues | E 3 |
| | Menat | E 3 |
| | Pont-du-Château | E 3 |
| | Randan | E 3 |
| | Riom | E 3 |
| | Vertaizon | E 3 |
| | Veyre-Monton | E 3 |
| | Vic-le-Comte | E 3 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Pyrénées-Atlantiques | Accous | E 2 |
| | Arudy | E 2 |
| | Laruns | E 2 |
| | Nay-Bourdette (tous cantons) | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Pyrénées (Hautes-) | Aureilhan | E 3 |
| | Castelnau-Magnoac | E 3 |
| | Castelnau-Rivière-Basse | E 3 |
| | Galan | E 3 |
| | Maubourguet | E 3 |
| | Ossun | E 3 |
| | Pouyastruc | E 3 |
| | Rabastens-de-Bigorre | E 3 |
| | Séméac | E 3 |
| | Tarbes (tous cantons) 5 | E 3 |
| | Tournay | E 3 |
| | Trie-sur-Baïse | E 3 |
| | Vic-en-Bigorre | E 3 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Pyrénées-Orientales | Mont-Louis | E 2 |
| | Olette | E 2 |
| | Saillagouse | E 2 |
| | Arles-sur-Tech | E 3 |
| | Prades | E 3 |
| | Prats-de-Mollo | E 3 |
| | Saint-Paul-de-Fenouillet | E 3 |
| | Sournia | E 3 |
| | Vinça | E 3 |
| | Autres cantons | E 4 |
| Rhin (Bas-) | Tous cantons | E 2 |
| Rhin (Haut-) | Tous cantons | E 2 |
| Rhône | Amplepuis | E 2 |
| | Saint-Laurent-de-Chamousset | E 2 |
| | Saint-Symphorien-sur-Coize | E 2 |
| | Thizy | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Saône (Haute-) | Tous cantons | E 3 |
| Saône-et-Loire | Charolles | E 2 |
| | Chaufailles | E 2 |
| | La Clayette | E 2 |
| | Gueugnon | E 2 |
| | Issy-l'Evêque | E 2 |
| | Lucenay-l'Evêque | E 2 |
| | Matour | E 2 |
| | Mesvres | E 2 |
| | Palinges | E 2 |
| | Saint-Bonnet-de-Joux | E 2 |
| | Saint-Léger-sous-Beuvray | E 2 |
| | Toulon-sur-Arroux | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |

| DÉPARTEMENTS | CANTONS | ZONES |
|---|---|---|
| Sarthe | Tous cantons | E 2 |
| Savoie | Bourg-Saint-Maurice | E 1 |
| | Lanslebourg | E 1 |
| | Modane | E 1 |
| | Aiguebelle | E 2 |
| | Aime | E 2 |
| | Albertville (tous cantons) | E 2 |
| | Beaufort | E 2 |
| | Bozel | E 2 |
| | La Chambre | E 2 |
| | Le Châtelard | E 2 |
| | Grésy-sur-Isère | E 2 |
| | Moûtiers | E 2 |
| | La Rochette | E 2 |
| | Saint-Jean-de-Maurienne | E 2 |
| | Saint-Michel-de-Maurienne | E 2 |
| | Ugine | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Savoie (Haute-) | Chamonix-Mont-Blanc | E 1 |
| | Saint-Gervais-les-Bains | E 1 |
| | Alby-sur-Chéran | E 3 |
| | Frangy | E 3 |
| | Seynod | E 3 |
| | Seyssel | E 3 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Seine (Paris) | Paris | E 2 |
| Seine-Maritime | Tous cantons | E 1 |
| Seine-et-Marne | Tous cantons | E 2 |
| Yvelines | Tous cantons | E 2 |
| Sèvres (Deux-) | Brioux-sur-Boutonne | E 3 |
| | Chef-Boutonne | E 3 |
| | Lezay | E 3 |
| | Melle | E 3 |
| | Sauzé-Vaussais | E 3 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Somme | Tous cantons | E 1 |
| Tarn | Tous cantons | E 3 |
| Tarn-et-Garonne | Tous cantons | E 3 |
| Var | Comps-sur-Artuby | E 3 |
| | Autres cantons | E 4 |
| Vaucluse | Malaucène | E 3 |
| | Mormoiron | E 3 |
| | Sault | E 3 |
| | Autres cantons | E 4 |
| Vendée | Tous cantons | E 2 |
| Vienne | Châtellerault (tous cantons) | E 2 |
| | Lencloître | E 2 |
| | Loudun | E 2 |
| | Lusignan | E 2 |
| | Mirebeau | E 2 |
| | Moncontour | E 2 |
| | Monts-sur-Guesnes | E 2 |
| | Neuville-de-Poitou | E 2 |
| | Poitiers (tous cantons) | E 2 |
| | Saint-Georges-lès-Baillargeaux | E 2 |
| | Saint-Gervais-les-Trois-Clochers | E 2 |
| | Les Trois-Moutiers | E 2 |
| | Vouillé | E 2 |
| | Autres cantons | E 2 |
| Vienne (Haute-) | Châlus | E 3 |
| | Le Dorat | E 3 |
| | Magnac-Laval | E 3 |
| | Mézières-sur-Issoire | E 3 |
| | Oradour-sur-Vayres | E 3 |
| | Rochechouart | E 3 |
| | Saint-Junien (tous cantons) | E 3 |
| | Saint-Mathieu | E 3 |
| | Saint-Sulpice-les-Feuilles | E 3 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Vosges | Tous cantons | E 2 |
| Yonne | Brienon-sur-Armançon | E 2 |
| | Cerisiers | E 2 |
| | Chéroy | E 2 |
| | Flogny-la-Chapelle | E 2 |
| | Joigny | E 2 |
| | Migennes | E 2 |
| | Pont-sur-Yonne | E 2 |
| | Saint-Florentin | E 2 |
| | Saint-Julien-du-Sault | E 2 |
| | Seignelay | E 2 |
| | Sens (tous cantons) | E 2 |
| | Sergines | E 2 |
| | Villeneuve-l'Archevêque | E 2 |
| | Villeneuve-sur-Yonne | E 2 |
| | Autres cantons | E 3 |
| Territoire de Belfort | Tous cantons | E 2 |
| Essonne | Tous cantons | E 2 |
| Hauts-de-Seine | Tous cantons | E 2 |
| Seine-Saint-Denis | Tous cantons | E 2 |
| Val-de-Marne | Tous cantons | E 2 |
| Val-d'Oise | Tous cantons | E 2 |

## Arrêté du 6 juin 1996 relatif au budget pour 1996 du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

NOR : *ENVN9650205A*

Par arrêté du ministre de l'environnement et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, en date du 6 juin 1996, les prévisions de recettes et de dépenses du budget du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres pour 1996 sont augmentées de la somme nette de 43 455 809 F (décision modificative n° 1).

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES ET DU LOGEMENT

### Arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

NOR : *ETLL1303418A*

***Publics concernés :*** *maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs et promoteurs, architectes, bureaux d'études, contrôleurs techniques, entreprises du bâtiment.*

***Objet :*** *modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et isolement acoustique des bâtiments d'habitation à construire dans les secteurs affectés par le bruit des transports terrestres et aériens.*

***Entrée en vigueur :*** *les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté s'appliquent le lendemain du jour de sa publication. Les dispositions des articles 5 à 13 de l'arrêté s'appliquent aux bâtiments dont le permis de construire a été demandé à compter du 1er janvier 2014.*

***Notice :*** *l'arrêté modifie l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit, d'une part, en mettant le titre Ier en cohérence avec les dispositions de l'arrêté du 8 novembre 1999, d'autre part, en simplifiant la méthode forfaitaire prévue au titre II et en regroupant dans cet arrêté les dispositions relatives à l'isolement aux bruits de transports aériens.*

***Références :*** *les textes modifiés par le présent décret peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (http://www.legifrance.gouv.fr).*

La ministre des affaires sociales et de la santé, la ministre de l'égalité des territoires et du logement et le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R. 111-4-1 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 147-2 à L. 147-6 et R. 111-1, R. 111-3-1, R. 123-19, R. 123-24, R. 311-10, R. 311-10-2 et R. 410-13 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 571-32 à R. 571-43 ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur ;

Vu l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières ;

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 modifié relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1999 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, notamment son article 7 ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1999 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 8 novembre 1999 relatif au bruit des infrastructures ferroviaires ;

Vu l'avis du comité des finances locales (commission consultative d'évaluation des normes) en date du 31 mai 2011 ;

Vu l'avis du Conseil national du bruit en date du 15 juin 2010,

Arrêtent :

**Art. 1er. –** L'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 14 du présent arrêté.

**Art. 2. –** Le premier alinéa de l'article 1er est remplacé par les dispositions suivantes :

« Cet arrêté a pour objet, en application des articles R. 571-32 à R. 571-43 du code de l'environnement : ».

Le cinquième alinéa de l'article 1er est remplacé par les dispositions suivantes :

« – de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines vis-à-vis des bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article R. 571-43 du code de l'environnement. »

A la fin de l'article 1er, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Cet arrêté a également pour objet de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans les zones d'exposition au bruit engendré par les aéronefs définies par les plans d'exposition au bruit des aérodromes, l'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines vis-à-vis des bruits des transports aériens. »

**Art. 3. –** Les quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'article 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés conformément à la norme NF S 31-130 "Cartographie du bruit en milieu extérieur" à une hauteur de cinq mètres au-dessus du plan de roulement et :

– pour les rues en "U" : à deux mètres en avant de la ligne moyenne des façades ;
– pour les tissus ouverts : à une distance de dix mètres de l'infrastructure considérée. Ces niveaux sont augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre afin d'être équivalents à un niveau en façade. La distance est mesurée, pour les infrastructures routières, à partir du bord de la chaussée le plus proche, et pour les infrastructures ferroviaires, à partir du rail le plus proche. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment. »

**Art. 4. –** Au deuxième alinéa de l'article 3, les mots : « ne peut conduire » sont remplacés par les mots : « ne conduit pas ».

Au quatrième alinéa de l'article 3, la référence à l'article 1er du décret no 95-21 du 9 janvier 1995est remplacée par la référence à l'article R. 571-32 du code de l'environnement.

Les cinquième et sixième alinéas de l'article 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les calculs sont réalisés en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180 o, un profil en travers au niveau du terrain naturel, sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure, et, pour les infrastructures routières, en prenant en compte une allure stabilisée ou accélérée.

En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par file de circulation peuvent être utilisées. Le cas échéant, les mesures sont réalisées aux points de référence, conformément aux normes NF S 31-088 pour le bruit dû au trafic ferroviaire et NF S 31-085, pour le bruit routier, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus. »

**Art. 5. –** L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le classement des infrastructures routières et des lignes ferroviaires à grande vitesse ainsi que la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure sont définis en fonction des niveaux sonores de référence dans le tableau suivant :

*Infrastructures routières et lignes ferroviaires à grande vitesse*

| NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE $L_{Aeq}$ (6 heures-22 heures) en dB(A) | NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE $L_{Aeq}$ (22 heures-6 heures) en dB(A) | CATÉGORIE de l'infrastructure | LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1) |
|---|---|---|---|
| L > 81 | L > 76 | 1 | d = 300 m |
| 76 < L ≤ 81 | 71 < L ≤ 76 | 2 | d = 250 m |
| 70 < L ≤ 76 | 65 < L ≤ 71 | 3 | d = 100 m |
| 65 < L ≤ 70 | 60 < L ≤ 65 | 4 | d = 30 m |
| 60 < L ≤ 65 | 55 < L ≤ 60 | 5 | d = 10 m |
| (1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2, comptée de part et d'autre de l'infrastructure. | | | |

Pour les lignes ferroviaires conventionnelles, les valeurs limites des niveaux sonores de référence du tableau ci-dessus sont à augmenter de 3 dB(A), en application de l'arrêté du 8 novembre 1999 relatif au bruit des infrastructures ferroviaires. Les valeurs à prendre en compte sont donc les suivantes :

*Lignes ferroviaires conventionnelles*

| NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE $L_{Aeq}$ (6 h-22 h) en dB(A) | NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE $L_{Aeq}$ (22 h-6 h) en dB(A) | CATÉGORIE de l'infrastructure | LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1) |
|---|---|---|---|
| L > 84 | L > 79 | 1 | d = 300 m |
| 79 < L ≤ 84 | 74 < L ≤ 79 | 2 | d = 250 m |

| NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE $L_{Aeq}$ (6 h-22 h) en dB(A) | NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE $L_{Aeq}$ (22 h-6 h) en dB(A) | CATÉGORIE de l'infrastructure | LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1) |
|---|---|---|---|
| $73 < L \leq 79$ | $68 < L \leq 74$ | 3 | d = 100 m |
| $68 < L \leq 73$ | $63 < L \leq 68$ | 4 | d = 30 m |
| $63 < L \leq 68$ | $58 < L \leq 63$ | 5 | d = 10 m |
| (1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2, comptée de part et d'autre de l'infrastructure. | | | |

Si, sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres, il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré.

Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante. »

**Art. 6. –** Au titre II, après le mot : « terrestres », sont insérés les mots : « et aériens ».

**Art. 7. –** L'article 5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« En application de l'article R. 571-43 du code de l'environnement et des articles L. 147-5 et L. 145-6 du code de l'urbanisme, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou de plusieurs infrastructures de transports terrestres ou d'un aérodrome doivent bénéficier d'un isolement acoustique minimal vis-à-vis des bruits extérieurs.

Lorsque le bâtiment considéré est situé dans un secteur affecté par le bruit d'infrastructures de transports terrestres, cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, et l'implantation de la construction dans le site. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Lorsque le bâtiment est situé dans une des zones d'exposition au bruit engendré par les aéronefs définies dans les plans d'exposition au bruit des aérodromes, l'isolement acoustique minimal est déterminé selon les modalités décrites à l'article 8 ci-après.

Les valeurs d'isolement acoustique minimal retenues après application des articles 6 à 9 ne peuvent pas être inférieures à 30 dB, conformément à l'article 10 du présent arrêté. »

**Art. 8. –** L'article 6 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal vis-à-vis des bruits de transports terrestres des pièces principales et cuisines des logements est déterminée de la façon suivante :

En tissu ouvert ou en rue en U, la valeur de l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,A,tr}$ minimal des pièces est donnée dans le tableau ci-dessous par catégorie d'infrastructure. Cette valeur est fonction de la distance horizontale entre la façade de la pièce correspondante du bâtiment à construire et :

– pour les infrastructures routières, le bord de la chaussée classée le plus proche du bâtiment considéré ;
– pour les infrastructures ferroviaires, le rail de la voie classée le plus proche du bâtiment considéré.

La détermination de la distance horizontale à l'infrastructure considérée est illustrée par des schémas figurant en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

Tableau des valeurs d'isolement minimal $D_{nT,A,tr}$ en dB.

| Distance horizontale (m) | | 0 | 10 | 15 | 20 | 25 | 30 | 40 | 50 | 65 | 80 | 100 | 125 | 160 | 200 | 250 | 300 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Catégorie de l'infrastructure | 1 | 45 | 45 | 44 | 43 | 42 | 41 | 40 | 39 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | |
| | 2 | 42 | 42 | 41 | 40 | 39 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | 31 | 30 | | |
| | 3 | 38 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | 31 | 30 | | | | | | |
| | 4 | 35 | 33 | 32 | 31 | 30 | | | | | | | | | | | |
| | 5 | 30 | | | | | | | | | | | | | | | |

Ces valeurs peuvent être diminuées en fonction de la valeur de l'angle de vue $\alpha$ selon lequel on peut voir l'infrastructure depuis la façade de la pièce considérée. Cet angle de vue prend en compte à la fois l'orientation du bâtiment par rapport à l'infrastructure de transport et la présence d'obstacles tels que des bâtiments entre l'infrastructure et la pièce pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement de façade.

Ces valeurs peuvent aussi être diminuées en cas de présence d'une protection acoustique en bordure de l'infrastructure, tel qu'un écran acoustique ou un merlon.

Les corrections sont calculées conformément aux indications suivantes :

Pour chaque infrastructure classée considérée, un point d'émission conventionnel situé au niveau du sol de cette infrastructure est défini :

– pour les infrastructures routières : sur le bord de la chaussée de cette infrastructure le plus éloigné de la façade de la pièce considérée ;
– pour les infrastructures ferrées : sur le rail de cette infrastructure le plus éloigné de la façade de la pièce considérée.

La position du point d'émission conventionnel est illustrée par des schémas figurant en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

### 1. *Protection des façades du bâtiment considéré par des bâtiments*

Les bâtiments susceptibles de constituer des écrans sont le bâtiment étudié lui-même, des bâtiments existants ou des bâtiments à construire faisant partie de la même tranche de construction que le bâtiment étudié.

L'angle de vue $\alpha$ sous lequel l'infrastructure est vue est déterminé depuis la façade de la pièce considérée du bâtiment étudié. Cet angle n'est pas limité au secteur affecté par le bruit.

Les corrections à appliquer à la valeur d'isolement acoustique minimal en fonction de l'angle de vue sont les suivantes :

| ANGLE DE VUE $\alpha$ | CORRECTION |
|---|---|
| $\alpha > 135^{o}$ | 0 dB |
| $110^{o} < \alpha \leq 135^{o}$ | – 1 dB |
| $90^{o} < \alpha \leq 110^{o}$ | – 2 dB |
| $60^{o} < \alpha \leq 90^{o}$ | – 3 dB |
| $30^{o} < \alpha \leq 60^{o}$ | – 4 dB |
| $15^{o} < \alpha \leq 30^{o}$ | – 5 dB |
| $0^{o} < \alpha \leq 15^{o}$ | – 6 dB |
| $\alpha = 0^{o}$ (façade arrière) | – 9 dB |

Pour chaque portion de façade, l'évaluation de l'angle de vue est faite en tenant compte du masquage en coupe par des bâtiments. Cette disposition est illustrée par des schémas et exemples figurant en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

### 2. *Protection des façades du bâtiment considéré par des écrans acoustiques ou des merlons continus en bordure de l'infrastructure*

Tout point récepteur de la façade d'une pièce duquel est vu le point d'émission conventionnel est considéré comme non protégé. La zone située sous l'horizontale tracée depuis le sommet de l'écran acoustique ou du merlon est considérée comme très protégée. La zone intermédiaire est considérée comme peu protégée.

Les corrections à appliquer à la valeur d'isolement acoustique minimal sont les suivantes :

| PROTECTION | CORRECTION |
|---|---|
| Pièce en zone de façade non protégée | 0 |
| Pièce en zone de façade peu protégée | – 3 dB |
| Pièce en zone de façade très protégée | – 6 dB |

Les notions de pièces en zone de façade non protégée, zone de façade peu protégée et zone de façade très protégée sont illustrées par un schéma figurant en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

En présence d'un écran ou d'un merlon en bordure d'une infrastructure et de bâtiments faisant éventuellement écran entre l'infrastructure et la façade du bâtiment étudié, on cumule les deux corrections, sauf si un des deux éléments faisant écran (bâtiment ou écran acoustique ou merlon) masque l'autre. Toutefois, la correction globale est limitée à – 9 dB. Le cumul des corrections dû à deux écrans est illustré par des schémas et exemples figurant en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

3. *Exposition à plusieurs infrastructures de transports terrestres*

Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes.

La valeur minimale de l'isolement acoustique à retenir est calculée de la façon suivante à partir de la série des valeurs ainsi déterminées. Les deux valeurs les plus faibles de la série sont comparées. La correction issue du tableau ci-dessous est ajoutée à la valeur la plus élevée des deux.

| ÉCART ENTRE DEUX VALEURS | CORRECTION |
|---|---|
| Ecart de 0 à 1 dB | + 3 dB |
| Ecart de 2 à 3 dB | + 2 dB |
| Ecart de 4 à 9 dB | + 1 dB |
| Ecart > 9 dB | 0 dB |

Si le bruit ne provient que de deux infrastructures, la série ne comporte que deux valeurs et la valeur calculée à l'aide du tableau est l'isolement acoustique minimal.

S'il y a plus de deux infrastructures, la valeur calculée à l'aide du tableau pour les deux plus faibles isolements est comparée de façon analogue à la plus faible des valeurs restantes. Le processus est réitéré jusqu'à ce que toutes les valeurs de la série aient été ainsi comparées.

Un exemple d'application de ces dispositions figure en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie. »

**Art. 9. –** L'article 7 est remplacé par les dispositions suivantes

« Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore engendré par les infrastructures des transports terrestres en façade, en prenant en compte des données urbanistiques et topographiques particulières et l'implantation de sa construction dans le site, il évalue la propagation des sons entre les infrastructures et le futur bâtiment :

– par calcul réalisé selon des méthodes conformes à la norme NF S 31-133 ;
– à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S 31-085 pour les infrastructures routières et NF S 31-088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour l'ensemble des infrastructures, routières ou ferroviaires, en recalant les niveaux sonores calculés ou mesurés à 2 mètres en avant des façades du bâtiment sur les valeurs suivantes de niveaux sonores au point de référence défini à l'article 2 du présent arrêté :

Niveaux sonores pour les infrastructures routières et pour les lignes ferroviaires à grande vitesse :

| CATÉGORIE | NIVEAU SONORE AU POINT de référence en période diurne (en dB[A]) | NIVEAU SONORE AU POINT de référence en période nocturne (en dB[A]) |
|---|---|---|
| 1 | 83 | 78 |
| 2 | 79 | 74 |
| 3 | 73 | 68 |
| 4 | 68 | 63 |
| 5 | 63 | 58 |

Niveaux sonores pour les infrastructures ferroviaires conventionnelles :

| CATÉGORIE | NIVEAU SONORE AU POINT de référence en période diurne (en dB[A]) | NIVEAU SONORE AU POINT de référence en période nocturne (en dB[A]) |
|---|---|---|
| 1 | 86 | 81 |
| 2 | 82 | 77 |
| 3 | 76 | 71 |
| 4 | 71 | 66 |
| 5 | 66 | 61 |

Lors d'une estimation par calcul sur modèle numérique de propagation sonore, les caractéristiques acoustiques des infrastructures sont définies à l'aide des informations pouvant être recueillies (puissance acoustique, vitesses, trafic, etc.) et sont recalées afin d'ajuster, par le calcul, le niveau sonore au point de référence à la valeur correspondante donnée dans le tableau concerné ci-dessus.

Lors d'une estimation par calcul, la valeur calculée au point de référence ou à l'emplacement du futur bâtiment est augmentée de 3 dB(A) pour tenir compte de la réflexion de la façade dans le cas où les points de calcul sont en champ libre.

Un exemple d'application de cette disposition figure en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

Lors d'une estimation par mesure, des mesurages sont effectués simultanément en plaçant les microphones au point de référence de chaque infrastructure concernée et aux emplacements correspondant à 2 mètres en avant des façades des bâtiments étudiés. La valeur mesurée au point de référence de chaque infrastructure est comparée à la valeur correspondante du tableau concerné ci-dessus et la différence est appliquée aux valeurs mesurées en façade des bâtiments étudiés. Lors d'un mesurage en champ libre, la valeur mesurée au point de référence ou à l'emplacement du futur bâtiment est augmentée de 3 dB(A) pour tenir compte de la réflexion sur la façade.

La valeur d'isolement acoustique minimal déterminée à partir de cette évaluation est telle que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisines est égal ou inférieur à 35 dB(A) en période diurne et 30 dB(A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne.

Un exemple d'application de cette disposition figure en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

Dans le cadre du contrôle des règles de construction applicable à toutes les catégories de bâtiments, les hypothèses et paramètres conduisant aux valeurs d'isolement acoustique minimal déterminées à partir de cette évaluation sont tenues à disposition par le maître d'ouvrage de manière à permettre la vérification de l'estimation précise du niveau sonore en façade réalisée par le maître d'ouvrage. »

**Art. 10. –** L'article 8 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les zones définies par le plan d'exposition aux bruits des aérodromes, au sens de l'article L. 147-3 du code de l'urbanisme, l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,A,\ tr}$ minimum des locaux vis-à-vis de l'espace extérieur est de :

– en zone A : 45 dB ;
– en zone B : 40 dB ;
– en zone C : 35 dB ;
– en zone D : 32 dB. »

**Art. 11. –** L'article 9 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans le cas de zones exposées à la fois au bruit des infrastructures de transports terrestres et aériens, la valeur minimale de l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT,A,\ tr}$ des locaux vis-à-vis de l'espace extérieur est calculée en prenant en compte les différentes sources de bruit de transports (terrestres et aériens).

La valeur minimale de l'isolement acoustique est déterminée à partir des deux valeurs calculées pour les infrastructures de transports terrestres et pour le trafic aérien. Pour la valeur concernant les infrastructures de transports terrestres, il s'agit de la valeur calculée selon les articles 6 ou 7 qui peut être inférieure à 30 dB. Pour le trafic aérien, il s'agit de la valeur définie à l'article 8. Ces deux valeurs sont comparées. La valeur minimale de l'isolement est la valeur la plus élevée des deux, augmentée de la correction figurant dans le tableau ci-dessous :

| ÉCART ENTRE DEUX VALEURS | CORRECTION |
|---|---|
| Ecart de 0 à 1 dB | + 3 dB |
| Ecart de 2 à 3 dB | + 2 dB |

| ÉCART ENTRE DEUX VALEURS | CORRECTION |
|---|---|
| Ecart de 4 à 9 dB | + 1 dB |
| Ecart > 9 dB | 0 dB |

**Art. 12. –** Après l'article 9, il est inséré un article 9-1 ainsi rédigé :

« Les valeurs d'isolement retenues après application des articles 6 à 9 ne sont en aucun cas inférieures à 30 dB et s'entendent pour des locaux ayant une durée de réverbération de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

La mesure de l'isolement acoustique de façade est effectuée conformément à la procédure décrite dans le guide de mesures acoustiques de la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (disponible sur le site www.developpement-durable.gouv.fr), les portes et fenêtres étant fermées et les systèmes d'occultation ouverts. La correction de durée de réverbération est calculée à partir des mesures de la durée de réverbération dans les locaux. L'isolement est conforme si la valeur mesurée est supérieure ou égale à la valeur exigée diminuée de l'incertitude I définie dans les arrêtés du 30 juin 1999 susvisés. »

**Art. 13. –** Au premier alinéa de l'article 15, la référence à l'article 6 est remplacée par la référence aux articles 2 et 6.

**Art. 14. –** Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté s'appliquent le lendemain du jour de sa publication.

Les dispositions des articles 5 à 13 de l'arrêté sont applicables aux bâtiments d'habitation faisant l'objet d'une demande de permis de construire déposée à compter du 1er janvier 2014.

**Art. 15. –** L'article annexe est supprimé.

**Art. 16. –** Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages, le directeur général de la santé, la directrice générale de la prévention des risques et le directeur général des infrastructures, des transports et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 23 juillet 2013.

*La ministre de l'égalité des territoires et du logement,*
Pour la ministre et par délégation :
*Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages,*
E. Crépon

*La ministre des affaires sociales et de la santé,*
Pour la ministre et par délégation :
*Le directeur général de la santé,*
J.-Y. Grall

*Le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages,*
E. Crépon

*La directrice générale de la prévention des risques,*
P. Blanc

*Le directeur général des infrastructures, des transports et de la mer,*
D. Bursaux

PRÉFET
DU RHÔNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

**Arrêté préfectoral n° DDT - 69-2022-03-24-00006 du 24 mars 2022 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres bruyante sur le territoire du Rhône et la métropole de Lyon**

Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

**VU** le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles R.111-4-1, R 111-23-1 à R111 – 23-3,

**VU** le code de l'environnement et son article L 571-10,

**VU** les articles R571-32 à R571-43 du code de l'environnement *relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,*

**VU** l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit modifié par l'arrêté du 23 juillet 2013,

**VU** l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

**VU** l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels,

**VU** l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé,

**VU** la consultation de la métropole de Lyon et des communes du Rhône concernées du 30 mars 2021 au 1er juillet 2021,

**CONSIDÉRANT** que le classement sonore des infrastructures de transport de juillet 2009 doit être actualisé

Sur proposition du directeur départemental des territoires

**ARRÊTE**

**Article 1 :** L'ensemble des arrêtés préfectoraux établis pour les communes du Rhône en date du 2 juillet 2009 sont abrogés .

**Article 2 :** Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables sur le territoire du département du Rhône et de la métropole de Lyon aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées dans les annexes du présent arrêté.

**Article 3 :** Les tableaux à prendre en considération sont joints en annexe. Ils indiquent, pour chaque commune, le classement par tronçon dans l'une des cinq catégories définies par l'arrêté du 30 mai 1996, selon le tableau suivant :

| Catégorie de classement de l'infrastructure | Niveau sonore de référence Laeq(6h-22h) en dB (A) | Niveau sonore de référence Laeq(22h-6h) en dB(A) | Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure |
|---|---|---|---|
| 1 | L > 81 | L > 76 | d = 300 m |
| 2 | 76 < L < 81 | 71 < L 76 | d = 250 m |
| 3 | 70 < L < 76 | 65 < L 71 | d = 100 m |
| 4 | 65<L<70 | 60<L<65 | d = 30m |
| 5 | 60 < L < 65 | 55 < L < 60 | d = 10 m |

La largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure est également mentionnée.
Ces tableaux, ainsi qu'une cartographie interactive, sont disponibles sur le site internet des services de l'État dans le Rhône : https://www.rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-developpement-durable-risques-naturels-et-technologiques/Bruit/Classement-sonore-de-voies

**Article 4 :** Conformément au décret n°95-21 du 9 janvier 1995, les bâtiments à construire dits « sensibles » dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs.

L'isolement est déterminé par l'arrêté ministériel du 30 mai 1996.

**Article 5 :** Les communes concernées par le présent classement sonore sont :

| Les communes de la Métropole de Lyon | Cours | Marcy | Saint-Nizier-d'Azergues |
|---|---|---|---|
| Alix | Courzieu | Marennes | Saint-Pierre-de-Chandieu |
| Ambérieux | Couzon-au-Mont-d'Or | Messimy | Saint-Pierre-la-Palud |
| Amplepuis | Denicé | Meys | Saint-Romain-de-Popey |
| Ampuis | Dommartin | Millery | Saint-Romain-en-Gal |
| Anse | Dracé | Montagny | Saint-Romain-en-Gier |
| Arnas | Echalas | Montromant | Saint-Symphorien-d'Ozon |
| Bagnols | Eveux | Morancé | Saint-Symphorien-sur-Coise |
| Beaujeu | Frontenas | Mornant | Saint-Vérand |
| Beauvallon | Genas | Odenas | Sainte-Catherine |
| Belleville-en-Beaujolais | Gleizé | Orliénas | Sainte-Colombe |
| Belmont-d'Azergues | Grandris | Pollionnay | Sainte-Consorce |
| Bessenay | Grézieu-la-Varenne | Pomeys | Salles-Arbuissonnas-en-Beaujolais |
| Blacé | Jons | Pommiers | Sarcey |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Brignais | Joux | Pusignan | Sérézin-du-Rhône |
| Brindas | L'Arbresle | Quincié-en-Beaujolais | Simandres |
| Brussieu | La Chapelle-sur-Coise | Régnié-Durette | Soucieu-en-Jarrest |
| Bully | Lacenas | Riverie | Sourcieux-les-Mines |
| Cercié | Lachassagne | Rontalon | Taluyers |
| Chabanière | Lamure-sur-Azergues | Sain-Bel | Taponas |
| Chambost-Allières | Lancié | Saint-André-la-Côte | Tarare |
| Chamelet | Lantignié | Saint-Bonnet-de-Mure | Ternand |
| Chaponnay | Larajasse | Saint-Cyr-sur-le-Rhône | Ternay |
| Chaponost | Le Breuil | Saint-Didier-sur-Beaujeu | Theizé |
| Charnay | Le Perréon | Saint-Etienne-des-Oullières | Thizy-les-Bourgs |
| Chasselay | Légny | Saint-Etienne-la-Varenne | Thurins |
| Chassieu | Lentilly | Saint-Forgeux | Toussieu |
| Châtillon-d'Azergues | Les Chères | Saint-Georges-de-Reneins | Trèves |
| Chaussan | Les Haies | Saint-Germain-Nuelles | Tupin-et-Semons |
| Chazay-d'Azergues | Les Sauvages | Saint-Jean-la-Bussière | Val d'Oingt |
| Chessy-les-Mines | Létra | Saint-Julien | Vaugneray |
| Chevinay | Limas | Saint-Just-d'Avray | Villefranche-sur-Saône |
| Civrieux-d'Azergues | Loire-sur-Rhône | Saint-Lager | Vindry-sur-Turdine |
| Claveisolles | Longes | Saint-Laurent-d'Agny | Vourles |
| Colombier-Saugnieu | Lozanne | Saint-Laurent-de-Mure | Yzeron |
| Communay | Lucenay | Saint-Marcel-l'Eclairé | - |
| Condrieu | Marcilly-d'Azergues | Saint-Martin-en-Haut | - |
| Corcelles-en-Beaujolais | Porte des Pierres Dorées | Savigny | - |

**Article 6 :** Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et de son affichage pendant une durée d'un mois minimum à la mairie des communes visées à l'article 5.

**Article 7 :** Le présent arrêté doit être annexé au plans locaux d'urbanisme communaux par les maires ou au plans d'urbanismes intercommunaux par les présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents.

Fait, le

La préfète
Secrétaire générale
Préfète déléguée pour l'égalité des chances

Cécile DINDAR

Délais et voies de recours :

*Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Lyon (184, rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 03, ou sur l'application www.telerecours.fr). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Rhône. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).*

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| D73-03 | D73 | Chemin des Carrieres 69250 Curis-au-Mont-d'Or | Changement de vitesse 50/70 69250 Poleymieux-au-Mont-d'Or | Tissu ouvert | 4 | 30 | Poleymieux-au-Mont-d'Or |
| D73-04 | D73 | Changement de vitesse 50/70 69250 Poleymieux-au-Mont-d'Or | Changement de vitesse 50/30 69250 Poleymieux-au-Mont-d'Or | Tissu ouvert | 4 | 30 | Poleymieux-au-Mont-d'Or |
| D73-05 | D73 | Changement de vitesse 50/30 69250 Poleymieux-au-Mont-d'Or | Impasse du Thou 69250 Poleymieux-au-Mont-d'Or | Tissu ouvert | 5 | 10 | Poleymieux-au-Mont-d'Or |
| D73-06 | D73 | Impasse du Thou 69250 Poleymieux-au-Mont-d'Or | Changement de vitesse 50/80 69250 Poleymieux-au-Mont-d'Or | Tissu ouvert | 4 | 30 | Poleymieux-au-Mont-d'Or |
| D73-07 | D73 | Changement de vitesse 50/80 69250 Poleymieux-au-Mont-d'Or | Chemin de la Roche a la Voute 69250 Poleymieux-au-Mont-d'Or | Tissu ouvert | 3 | 100 | Poleymieux-au-Mont-d'Or |
| D73-08 | D73 | Chemin de la Roche a la Voute 69250 Poleymieux-au-Mont-d'Or | Route du Mont Thou 69250 Poleymieux-au-Mont-d'Or | Tissu ouvert | 3 | 100 | Poleymieux-au-Mont-d'Or |